

Bruxelles, le 28.4.2016  
C(2016) 2444 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 28.4.2016**

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Niger à financer sur le  
11e Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 28.4.2016

### **relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Niger à financer sur le 11e Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République du Niger pour la période 2014 – 2020<sup>3</sup>, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes:  
Secteur 1: Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience  
Secteur 2: Renforcement de la capacité de l'Etat pour la mise en œuvre des politiques sociales  
Secteur 3: Sécurité, bonne gouvernance et consolidation de la paix  
Secteur 4: Désenclavement des régions affectées par l'insécurité et les risques de conflit
- (2) La mesure "Appui à l'ordonnateur national" financée au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> FED (ci-après l'accord interne)<sup>4</sup> vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de l'aide communautaire, de façon à accroître son impact sur le développement économique et la réduction de la pauvreté au Niger.
- (3) L'action concourt ainsi à ancrer le partenariat entre l'UE et le Niger dans une coopération efficace. Plus spécifiquement, le but poursuivi est le renforcement des capacités de gestion administrative, financière et technique de la cellule Union européenne (CUE) du ministère des finances et, des ministères techniques, en vue de contribuer à une mise en œuvre efficace de l'aide communautaire.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision C(2014)3882 du 16 juin 2014

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n°1268/2012 de la Commission<sup>5</sup> applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et l'article 26 du règlement (UE) n° 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire, la République du Niger, désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) n° 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 2015/323.
- (7) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

*Article premier*

**Adoption de la mesure**

La décision du programme "Appui à l'ordonnateur national" en faveur de la République du Niger, est adoptée.

*Article 2*

**Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente décision pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 5 000 000 EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*

**Modalités de mise en œuvre**

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n°1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

---

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

#### *Article 4*

##### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 28.4.2016

*Par la Commission*  
*Neven Mimica*  
*Membre de la Commission*